

Unité départementale de l'Aisne  
Unité Départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02500 Saint-quentin

Saint-quentin, le 22/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEREOS FRANCE**

Rue de Senlis  
77230 Moussy-le-Vieux

Références : ORI24RAPVI\_314  
Code AIOT : 0005100521

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et

Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé.

Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020.

L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3\*8 continue.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
3	Documents qualités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
4	5) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
5	6) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 29	Sans objet
6	9) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
7	10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société TEREOS a bien pris en compte la réglementation PM2I sur son site en réalisant un inventaire de ses réservoirs de stockages de produits inflammables, des massifs et des rétentions. Les visites réglementaires des équipements sont correctement effectuées, elles sont suivies via un logiciel de GMAO

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Téreos est concernée par la démarche PM2I, en effet elle est classée à autorisation Seveso seuil bas pour la rubrique 4331 liquides inflammables (H225) pour une quantité de 25 935 t. L'arrêté ministériel du 03/10/10 est donc applicable à cet établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Organisation de l'exploitant

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le recensement initial des équipements soumis à PM2I a été réalisé en 2012 par le service HSE.</p> <p>Aujourd'hui, le service méthode et maintenance est en charge de la mise en œuvre du PM2I sur le site Téreos pour l'ensemble des équipements (réservoirs, cuvettes de rétentions et massifs des réservoirs).</p> <p>Les personnes en charge de la mise à jour de la liste des équipements concernés sont le responsable méthode et le technicien contrôles réglementaires.</p>

Le service méthode et maintenance est chargé plus particulièrement :

- de l'établissement des plans d'inspection,
- du suivi des échéances de contrôle,
- de la planification des contrôles,
- de l'examen des comptes-rendus de contrôle des sous-traitants,
- de l'archivage / tenue des dossiers des équipements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Documents qualités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, Documents qualités

**Prescription contrôlée :**

Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :-des visites de routine ;-des inspections externes détaillées ;-des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a formalisé son organisation PM2I dans deux documents Qualités :

- D-SMS-INSP-001 Sélection des installations soumises à inspection, Version 3 m à j le 15/05/2024
- D-SMS-INSP-002 Stratégie de mise en place du plan d'inspection, Version 4 m à j le 15/05/24

L'inventaire des installations soumises, le suivi des équipements ainsi que les plans d'actions associés aux visites se font à l'aide du logiciel EALICO. L'inspection a pu visualiser ce logiciel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : 5) Recensement des équipements soumis au PM2I

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa procédure "Sélection des installations soumises à inspection" D-SMS-INSP-001, la société Téréos a décrit comment elle identifie ses équipements PM2I.</p> <p>Aujourd'hui avec son logiciel de suivi EALICO, elle renseigne pour chaque réservoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ses caractéristiques (dimensions, matériau, volume du réservoir,...),</li> <li>• le produit stocké et ses phrases de risques</li> </ul> <p>Avec ces informations, le logiciel identifie si le réservoir est concerné par un suivi PM2I.</p> <p>La société Tereos a recensé 39 réservoirs de stockages contenant des produits inflammables H225 soumis à PM2I.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 6) Modalités de suivi des réservoirs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 29</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des visites de routine ;</li> <li>-des inspections externes détaillées ;</li> <li>-des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</li> </ul> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.</p> <p>[...]</p>

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

#### 29-4. Les inspections hors exploitation détaillées

[...]

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

[...]

#### 29-6. Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé du développement durable ; ou
- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de la sécurité industrielle pour toutes les activités de contrôle citées à l'article L. 557-28 du code de l'environnement ; ou
- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ; ou
- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

[...]

#### Constats :

L'exploitant a transmis une extraction du logiciel EALICO DU 15/05/24, pour l'ensemble des réservoirs de stockage, on identifie :

- la date de la dernière visite de routine
- la date de la dernière visite externe détaillée en exploitation
- la date de la dernière visite hors exploitation détaillée

Les contrôles sont sous-traités à l'Institut de Soudure.

Le logiciel EALICO indique bien les dépassements d'échéances. Le plan d'action suite au contrôle est également intégré et suivi via EALICO.

Suite à l'extraction du 15/05/24, l'inspection a constaté :

- Visite de routine : 3 dépassements d'échéances (16/12/2020), celles-ci ont été réalisées le 16/05/24. L'inspection a constaté que seuls ces 3 réservoirs n'ont pas eu de visite de routine pendant 4 ans, leurs échéances de visites externe détaillée et visite hors exploitation étaient conformes.
- Visite externe détaillée en exploitation : il y avait 2 échéances en mai 2024, elles ont été réalisées la semaine 20 de mai, en attente du rapport.

- Visite hors exploitation détaillée : d'après les fichiers présentés par l'exploitant, il n'y avait pas de dépassement d'échéance des visites Hors Exploitation Détaillées au jour de la visite DREAL.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à bien respecter les échéances des visites de routines suite à l'oubli de 3 reervoirs entre 2020 et 2024.

De plus, l'Inspection invite l'exploitant à s'assurer de la réalisation effective des visites Hors Exploitation Détaillées prévues en octobre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : 9) Recensement des équipements soumis au PM2I**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

**Constats :**

La société Tereos a bien identifié 15 cuvettes de rétentions à suivre. Une cuvette de rétention contient plusieurs réservoirs de stockages.

L'inspection a pu identifier les réservoirs et les cuvettes de rétentions sur les plans Parc alcool DVO et Parc alcool Thenelles ainsi que pendant la visite des installations.

Ces installations sont également suivies via le logiciel EALICO, ils ont une visite de surveillance tous les ans, les dernières ont été réalisées en décembre 2023 par un organisme externe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I

**Prescription contrôlée :**



Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

**Constats :**

La société Tereos a bien identifiés 39 massifs de réservoirs à suivre. Il y a un bien un massif par réservoir de stockage.

Ces installations sont également suivies via le logiciel EALICO, ils ont une visite de surveillance tous les ans, les dernières ont été réalisées en décembre 2023 par un organisme externe.

**Type de suites proposées :** Sans suite